



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article1250>

Politique sécuritaire et « culture du résultat » : bonjour les dégâts !

- Droits et libertés -



Date de mise en ligne : mercredi 4 juillet 2012

L'École Émancipée

La « rupture », impulsée par Nicolas Sarkozy a eu pour principe de contrer l'héritage du gouvernement précédent et juguler toute nouvelle inflation d'effectifs. L'acte de décès de la police de proximité, signé à Toulouse en février 2003 (« ...vous n'êtes pas des travailleurs sociaux ! »), était d'abord une mise en scène (1), après une campagne électorale dominée par la thématique sécuritaire.

Le ministre revalorisa alors la police d'intervention, comme les Brigades Anti-Criminalité (BAC). Pour des raisons comptables : deux équipages de BAC en voiture couvrent vingt îlots d'une circonscription de police, contre trois patrouilleurs à pied par îlot. Six hommes contre soixante... Martelant les impératifs de la Lolf, Nicolas Sarkozy expliquait aux policiers les nouvelles règles : « ... chaque année des objectifs quantifiés d'amélioration en termes de réduction de la criminalité, d'augmentation des taux d'élucidation (...) Des indicateurs mesureront les moyens employés et les résultats obtenus (2) ».

Police partout ...

Très efficaces pour disperser une rixe, ces unités rencontrent de grandes difficultés au quotidien pour réguler les petites indisciplines juvéniles. Elles opèrent une répression sans délits, un contrôle sans infractions, dont la multiplication accroît la défiance qui se manifeste au travers de l'augmentation des outrages, voire des rebellions, multipliées par deux en dix ans (3) . La rugosité de ces rapports ne semble dès lors pouvoir trouver d'issue que dans l'escalade, notamment technologique : Flash-balls puis Tasers, radicalisant davantage les tensions. A tel point que l'action de la BAC fut mise en cause après les émeutes de l'automne 2005 et que l'on vit resurgir un projet alternatif, les Unités Territoriales de Quartier (UTEQ). La ministre de l'intérieur de l'époque, Michèle Alliot-Marie dut déployer des trésors d'imagination pour les différencier de la police de proximité. Ces UTEQ connurent le sort de leur aînée pour les mêmes raisons : la police n'échappe pas à la réduction du nombre de fonctionnaires. 8000 postes budgétaires devaient être supprimés entre 2009 et 2014.

Politique du chiffre et nouveau management public

Développée dans la police britannique depuis vingt ans, cette doctrine est intégrée à la formation des commissaires français : « on forme des chefs d'entreprise qui doivent à partir de moyens humains, financiers et matériels donnés obtenir des résultats en matière de sécurité ».

Les conséquences de cet idéal gestionnaire sont connues. Ainsi, que signifient concrètement la baisse de la délinquance enregistrée et l'augmentation des taux d'élucidation (faits élucidés / faits constatés), qui constituent les principales priorités des plans annuels de performances de la police nationale ? L'imagination policière pour diminuer la première est débordante : refus de prendre les plaintes, balade du plaignant d'un commissariat à l'autre, regroupement ou requalification des faits constatés, etc.(4) Quant aux taux d'élucidation, il suffit de rappeler qu'ils restent très faibles pour les vols alors qu'ils sont de 100% pour des infractions à la législation sur les stupéfiants ou les étrangers. En effet, on ne constate un fait que lorsqu'on arrête un détenteur de drogue ou un sans-papiers. Il suffit donc de concentrer l'activité des services sur les délits les plus « rentables » pour faire remonter le nombre d'affaires résolues. Au détriment bien entendu de toutes les affaires dites « complexes » ...

Est-ce à dire que l'activité policière est aujourd'hui uniquement inféodée à ces indicateurs ? Pas seulement. S'intéressant aux échelons plus subalternes, les chercheurs Christian Mouhanna et Jean-Hugues Matelly écrivent : « pour l'acteur de terrain, la satisfaction des désirs de sa hiérarchie, en l'occurrence des statistiques conformes, peut

rapidement devenir le meilleur moyen Â« d'avoir la paix Â»... une fois que les statistiques sont bonnes, les agents peuvent enfin se consacrer à Â« autre chose Â», c'est-à-dire à ce qu'ils considèrent comme le vrai travail policier(5) ».

Cette illusion de contrôle constitue une fiction politique absolument nécessaire : l'idée que les désordres sociaux sont jugulés et encadrés. Et en définitive, c'est peut être ça, la « culture du résultat » dont se revendiquent les ministres de l'intérieur successifs. ĩ

Laurent Bonelli, sociologue, université paris X, Nanterre.

1) Lire son témoignage dans Jean-Pierre Havrin, Il a détruit la police de proximité, Paris, Jean-Claude Gawsewitch Editeur, Paris 2010, pp.13 et suiv.

2) Discours du 26 juin 2002.

3) Source : Aspects de la criminalité et de la délinquance constatée en France, La Documentation française.

4) On trouvera une large liste de ces pratiques dans l'ouvrage de Jean-Hugues Matelly et Christian Mouhanna, Police, des chiffres et des doutes, Michalon, Paris, 2007.

5) Jean-Hugues Matelly et Christian Mouhanna, Police, des chiffres et des doutes, op. cit., p.47.